

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

20 décembre. — Le marché se raffermi sensiblement. Dès le début, les demandes étaient nombreuses pour l'emprunt français et les Métalliques. L'emprunt s'élevait de 86-85 à 87-07 1/2 et les Métalliques de 61 3/4 à 62 1/2.

Les cotations d'aujourd'hui nous parviennent en amélioration marquée justifiant amplement la fermeté de notre marché.

Le comptant est lourd. La rente belge 4 1/2 fait 102-65. Les Banques nationales fléchissent de 25 fr. à 3,825, et les Cockerill de 4,353 à 1,445.

Les obligations et actions de chemins de fer sont généralement offertes.

En change on négocie le Londres à 25-42 1/2; le Paris est ferme à 5 par mille de perte.

Communications et avis divers.

BANQUE NATIONALE.

AVIS IMPORTANT AUX ACTIONNAIRES.

L'administration de la Banque Nationale a l'honneur d'appeler l'attention de MM. les actionnaires, qui n'ont pas encore exercé leur droit de souscription aux actions nouvelles, sur le préjudice qui résulterait pour eux de leur abstention à l'exercice de ce droit avant le 1^{er} janvier prochain.

Les actions non souscrites par les actionnaires avant le 1^{er} janvier 1873, seront réalisées au profit de la Banque.

La différence en plus ou en moins, entre le capital nominal et le produit réalisé, sera portée au compte du Fonds de réserve.

Le résultat de ces dispositions que l'action, pour laquelle n'aurait pas été exercé le droit de souscription, subira, dès le 1^{er} janvier 1873, une dépréciation égale à la plus-value attribuée à l'action nouvelle.

La plus-value de cette action non souscrite (c'est-à-dire la différence entre le capital nominal et le produit réalisé) doit, au vu de l'article 10, être versée au Fonds de réserve.

La presque totalité des actionnaires a déjà souscrit.

L'administration de la Banque, désireuse d'éviter tout retard dans l'exécution de son mandat, ne peut pas encore user de leur droit, à l'honneur de rappeler aux intéressés qu'il est essentiel de faire connaître à la Banque, avant le 1^{er} janvier 1873, soit directement par eux-mêmes, soit par écrit, soit indirectement par un tiers, leur volonté manifeste de prendre part à la souscription.

Bruxelles, le 19 décembre 1872.

Le secrétaire, J. DEBOUT.
Le gouverneur, EUG. PREVIAIRE.

— Estomac, nerfs, foie, poitrine, guéris sans médecine par la douce Revalenta Du Barry, 42, rue de l'Empereur, Bruxelles. R. 2-25, 4, 7.

— Hôtel de l'Europe, Place Royale, Bruxelles. Réputation établie. Table d'hôte. Prix modérés.

— Fabrique de Waterproof, 78, p. S.-G.

— Mémoires aux anciens priés, Marché-aux-Bœufs, 3.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspondance particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 19 décembre.

Au moment où l'on annonce de tous côtés la conciliation, le compte rendu de la séance d'hier de la commission des Trente fait croire que plus que jamais la majorité hostile maintient ses prétentions, bien qu'elle n'ait plus absolument de raison d'être. M. Thiers avait déclaré que cette responsabilité ministérielle, à laquelle la majorité de la commission tient tant, existe de fait, et qu'il est prêt à se retirer sur la première injonction de l'Assemblée. Aussi ne comprend-on plus rien à cette obstination byzantine de mettre telle question en avant plutôt que telle autre, contrairement à ce que voudrait le bon sens de la République.

On s'expliquerait que la majorité par un coup de tête renversât M. Thiers, mit un général à sa place imposât un ministère, épura l'administration, et, en attendant, donnât à la nation le spectacle d'un désordre, d'un chaos, et la preuve que dans la droite même on ne pense pas autrement, c'est qu'en définitive on n'ose rien. Seulement, il y aurait dans une semblable conduite le courage du désespoir et la logique de l'absurde.

Mais discuter sans cesse sur la priorité à donner à cette exigence illusoire de la responsabilité ministérielle; mais vouloir à toute force s'emparer par des voies longues et détournées d'un pouvoir qu'on ne pourrait pas exercer, si on l'avait, et dont le pays évidemment réclame l'exercice en attendant que la volonté manifeste par de nouvelles élections, l'impose, il y a là quelque chose de fatigant jusqu'à l'épuisement, d'autant plus qu'il n'y a pas de raison pour que cet état de choses cesse, avec cette droite qui n'a ni la volonté du bien, ni la force du mal.

Cependant, le républicain, plus la commission des Trente semble disposée à ne rien céder, et plus on croit à la conciliation, parce que le temps se passe, parce qu'on sait qu'une prorogation de quinze jours va avoir lieu, parce qu'on suppose même que les députés retournés chez eux ne soient pas arrachés à leur aveuglement par ces populations qui les désolent à chaque instant, il est impossible que ces haines à terme, que ces ambitions ajournées ne se soient pas usées à la découverte des débats. On reprendra péniblement l'œuvre de Pénélope de ces réformes embrouillées, et le découragement et la fatigue feront certainement la conciliation que ne produirait pas l'adoucissement, difficile à espérer, des ressentiments.

On met une étrange idée en avant pour la réalisation d'une seconde Chambre qui semble tenir tant

à cœur à M. Thiers, ce serait de la composer des 250 plus âgés de la Chambre actuelle. Je ne mentionne pas ce bizarre expédient parce que j'en entends réellement parler, mais j'ai pas besoin de dire que je n'y ajoute pas la moindre foi.

On prétendait encore aujourd'hui que M. Jules Simon allait être de nouveau mis en cause et renversé à tout prix; que des attaques semblables se produiraient contre M. de Rémusat. Je ne crois pas qu'à la veille d'une prorogation on s'engage dans une campagne qui conduirait à un changement de ministère, et qui, par conséquent, aurait pour résultat, en créant une crise, d'empêcher MM. les députés d'aller passer le jour de l'an en famille. M. de Rémusat d'ailleurs est en cause aujourd'hui sur la question économique, discutée fort vivement, par lui-même, à l'Assemblée. Quant à M. Simon, son procès s'instruit, naturellement à l'occasion de la loi sur l'instruction primaire, où le succès de son projet est pour lui une question de portefeuille, a-t-il annoncé.

Le gouvernement, du reste, continue de donner des gages à la droite. Le maire de Nantes est définitivement révoqué pour parer aux interpellations qui devaient avoir lieu à ce sujet, et on annonce que des poursuites judiciaires sont entamées contre un maire de l'Aube qui aurait fait, dans son canton, planter un arbre de la liberté, en laissant accompagner la cérémonie du chant de la *Marseillaise*, et même — mais le fait ne doit être accepté que sous bénéfice d'inventaire — de la *Carmagnole* et du *Ça ira*. Quant au fait indiscutable de la révocation du maire de Nantes, il n'y a pas d'autre importance à y attacher; le gouvernement est obligé de l'accepter, et, en définitive, une concession n'est pas perdue si elle contribue à faire passer un temps qui sépare le pays du moment où il pourra enfin se prononcer et faire prévaloir une volonté si contraire à toute cette oppression réactionnaire et cléricalle.

Le préfet du Rhône a été mandé à Paris. On dit que le préfet de la Seine va déférer au conseil d'Etat le dernier vote du conseil municipal sur les logements des prêtres catholiques ou autres. Si le fait est exact, c'est impliquer que M. Calmon ne voudrait pas prendre sur lui d'inscrire d'office un budget municipal, comme on croyait qu'il le pouvait, les fonds destinés à cet objet.

Le préfet de Paris, ainsi que M. Alphand, a parcouru aujourd'hui le bassin de la Seine du côté d'Asnières et de Courbevoie, et constaté que les dégâts n'étaient pas aussi considérables qu'on l'eût pu craindre; on dit même que la rivière semble avoir diminué du côté d'Asnières, ce qu'on attribue à la rupture d'une digue du côté de Colombes. Cependant des personnes arrivant des maisons ont de l'eau jusqu'au cou. Ce qui est certain malheureusement, c'est que du côté d'Alfort il y a sous l'eau un très-grand espace de terrain, qu'il y a eu des maisons démolies, qu'on a dû procéder au sauvetage des habitants, et une évaluation, que l'espèce d'ère exagérée, porte déjà à 400 millions les pertes causées par l'inondation.

La commission de classement des officiers d'infanterie proposés pour l'avancement, remettra lundi ou mardi son rapport au ministre de la guerre. Le rapport pour la commission de cavalerie sera déposé le 3 janvier.

Il n'y a pas le moindre fondement au bruit répandu par quelques journaux de l'apparition d'un journal que ferait M. Ledru-Rollin, sous le titre du *Concitateur* ou du *Concitateur*, et dont il aurait obtenu l'autorisation du gouvernement. M. Ledru-Rollin, je puis vous l'affirmer de la façon la plus positive, se tient complètement en dehors de la vie publique, et comme écrivain et comme homme politique, et il ne laissera poser sa candidature aux prochaines élections générales que si on le lui demandait à la fois de trois ou quatre départements.

(Correspondance particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 19 décembre.

Revenons sur la commission des Trente. Je m'étonne toujours qu'on s'étonne, lorsqu'il y a vingt voix d'une part et dix de l'autre, de voir les vingt voix faire la loi aux dix voix.

Il est bien certain, la commission étant donnée et l'esprit de la majorité de la commission étant connu, que la droite y imposera ses volontés. Le tout est de savoir si la droite poussera ses prétentions à l'extrême, ou bien si, — soit de peur que ses conclusions ne soient rejetées en séance publique, soit de peur que l'honneur inaliénable de la commission n'accroisse le mouvement dissolutionniste, soit enfin — tout est possible! — par patriotisme, la faction triomphante dans la commission hésitera et se fera d'honneur timide.

Eh bien! je crois qu'elle s'arrêtera à ce dernier parti, et que, les pétitions dissolutionnistes aidant, la majorité s'accommodera d'un *modus vivendi* possible. D'abord la majorité elle-même est divisée en deux parties: l'une composée des royalistes déterminés, des *ultras* qui ne céderont rien, voulant absolument réduire M. Thiers en vasselage et lui poser des conditions qu'il ne saurait accepter; l'autre qui, plus clairvoyante et de l'état des esprits en France, et de l'indignité des partis en fait d'hommes possibles aux affaires, veut conserver M. Thiers au pouvoir en lui imposant un ministère. Or cette dernière partie de la majorité sait bien jusqu'où il faudra exiger pour obtenir, et à quelle barrière il faudra s'arrêter.

A un moment donné donc cette fraction de la majorité, se réunissant à la minorité qui, pour éviter le conflit, fera aussi bien des sacrifices, pourrait contrebalancer l'autre fraction, et voilà comment on est en droit d'espérer que le *modus vivendi* se trouvera.

« Nous sommes », disent les membres de cette partie *pratique* de la majorité, si je puis m'exprimer ainsi, nous sommes en présence non seulement d'un fait, la République, mais encore en présence d'un homme — homme unique doué de facultés multiples et spéciales, — qui conviait à ce fait, et un homme tout exceptionnel ne saurait accommoder

l'original : « Il a pu peindre l'air ? » Mais il ne faut pas vouloir l'impossible. Pour Velasquez, contentons-nous d'un raisonnement à peu près.

Avec le comte-duc, nous avons deux portraits nommés Philippe IV, qui avait copié M. Guignot, mort il y a dix à douze ans. Le plus jeune n'est pas Philippe IV, mais son frère cadet, l'enfant don Fernando. Le plus âgé était déjà au Louvre. C'est une autre copie, une copie comme tout le monde, d'après le portrait de Velasquez, qui fut la copie d'origine, et qui fut copiée par Velasquez, par un original. On fera bien de rendre celle-ci dans le Musée européen, et de l'autre l'autre. Je n'ose point descendre jusqu'aux copies de deux autres portraits, ceux du petit enfant don Baltazar, là, emporté par le galop d'un puissant poney d'Andalousie, ici, maniant une arabeuse à sa taille, ils font l'œuvre d'une dame, qui aurait dû se dire, comme l'a dit Rousseau s'essayant à traduire Tacite : « Un si rude jouet ne m'est bien vite lassé, et je ne pas continuer sa tâche impossible.

Je m'en vais donc descendre à la copie de cet autre prodigieux tableau où se voit une confrérie bachique, et qui se nomme les *Buveurs* (ou *Borrachos*). En toute vérité, l'on ne saurait, pour l'honneur de Velasquez, comme Pays-Bas pour le musée, la conserver dans une collection publique. Elle donne trop raison au proverbe : *traduttore traditore*. J'ai longtemps possédé la reproduction, par Velasquez lui-même, des deux principales figures de ce tableau célèbre. Peut-être même étaient-elles la première pensée et comme l'embryon de la composition plus vaste, il a fallu, pendant la guerre, vendre cette toile à Londres pour donner du pain à la famille. Combien je regrette aujourd'hui une si dure nécessité! J'aurais pu faire voir, à Paris même, ce que sont les *Buveurs*, et jusqu'à quel point Velasquez est *trahi*. On retrouve encore le grand maître espagnol dans la *Dame à l'éventail*, de M. Cornu, dont l'original, rapporté d'Espagne par le général Sebastiani, a traversé la galerie Aguado pour arriver aux mains du bienfaiteur sir Richard Wallace.

J'espère toutefois qu'on n'en a pas fini avec l'Espagne. Murillo et Ribera, tous deux féconds, demandent à se présenter sous d'autres aspects. On peut trouver d'excellentes œuvres de Murillo dans le musée tout spécial, tout parisien, que lui a consacré Séville, sa patrie; par exemple, cette *Perla de las Consecraciones*, qui ferait croire la *Conception*, faible et retouchée, acquise sous l'empire d'un prix absurde, et qui révèle de honteux compromis. On peut également trouver à Madrid — non au Musée du *Rey*, mais à l'Academia real — la plus belle des compositions de Murillo, *Sainte Elisabeth* enfant, dans le costume de la reine, avec ses deux pincettes de grand coloriste, les *Medios-Puntos* (hélicyces), qui racontent la légende de la Fondation de Sainte-Marie-Majeure à Rome. Il se trouverait aussi, dans cette même académie royale, une bien curieuse toile de Ribera. On y voit une tête de vieillesse à barbe noire, surmontant le corps d'une femme qui donne le sein à un enfant au maillot; puis, en arrière, un autre vieillard qui est la comme le saint Joseph de cette étrange *Madone*. Cela semble un conte fantastique, et ce n'est qu'une curiosité naturelle, reproduite avec fidélité. L'explication suivante est écrite en espagnol dans un angle du tableau : « Portrait de Madeleine Ventura, née dans les Abruzzes, âgée de dix ans, l'année où Velasquez copiait Pays-Bas pour le musée, elle en avait treize-sept lorsqu'il commença à lui pousser une longue barbe. Elle eut trois enfants de son époux Félix de Amici. C'est d'après nature, pour l'admiration des vivants, par Joseph de Ribera. » Je recommande ce tableau à l'attention des ordonnateurs du Musée européen, car il n'est pas moins remarquable par la puissance de la touche que par la bizarrerie du sujet.

L'école allemande n'a jusqu'à présent qu'un seul échantillon, venu du musée de Bâle. Ce sont la femme et les enfants de Holbein, réunis dans un cadre, et fort passablement reproduits par M. Henner. On pourra trouver à Dresde, à Cassel, en Angleterre, soit à Windsor, soit à Hampton-Court, nombre d'ouvrages de Holbein copiés par le général Sebastiani, à travers la galerie Aguado pour arriver aux mains du bienfaiteur sir Richard Wallace.

sa personnalité à des dispositions constitutionnelles faites au point de vue général. Nous ne pouvons donc ni faire un ensemble constitutionnel pour un homme — qui a soixante-seize ans! — ni faire un ensemble constitutionnel applicable à une forme de gouvernement, mais incompatible avec le caractère de l'homme.

« Quel que nous fussions donc, les dispositions seront incohérentes et essentiellement provisoires. » Les membres de la commission dont je vous parle reconnaissent l'impossibilité de fonder le monarchisme; mais ils sont, au fond, monarchistes. En même temps, ils sentent que non-seulement on ne peut fonder la monarchie en ce moment, mais encore qu'on ne pourra l'établir de longtemps, et, en attendant, il faut donc, se disent-ils, « vivre avec la République. »

« Vivre avec la République » et ne pas laisser s'effondrer une République viable, voilà en un mot leur objectif, et en partant de là, on aura toujours la clef des manœuvres du centre droit et de la droite raisonnée — si ce n'est raisonnable.

Mais tout cela encore n'est pas facile! Aussi serait-il bien possible que le moyen le plus simple de sortir de l'impasse fût pour la commission de retarder son rapport d'ensemble. On dit qu'elle ne le déposera guère avant Pâques. Et d'aucuns ajoutent : « A Pâques ou à la Trinité. »

On parlera beaucoup de la seconde Chambre. M. Thiers, dira-t-on, tient beaucoup à la seconde Chambre et nous ne sommes point opposés à lui en donner une. La seconde Chambre d'abord peut être un acheminement à la monarchie. Seulement comment reculer cette seconde Chambre ?

La prendra-t-on dans les conseils généraux ? — Ce sera faire de ces derniers un corps essentiellement politique.

La recruta-t-on parmi les sommités de la magistrature, des lettres, de la diplomatie, de l'armée, du clergé, etc. Ce sera recommencer le Sénat et la Chambre des Pairs, deux corps dont l'impuissance politique est démontrée. Les recruta-t-on parmi les députés actuels? Mais alors, sera-ce par voie de tirage au sort, ou bien par rang d'âge, ou bien en donnant au choix au chef de l'Etat? Mais ce chef de l'Etat n'est pas un roi; c'est un président de République qui a été élu hier et qui peut être brisé demain. On ne peut pas lui donner de telles attributions.

Vous le voyez, les raisons de faire durer longtemps les études préparatoires de la sous-commission constitutionnelle ne manquent pas. La seule sous-commission dont il faille, à mon sens, se préoccuper actuellement est celle dite « du conflit », c'est-à-dire celle qui réglera les rapports des pouvoirs existants et révisera la Constitution Rivet, qui n'est elle-même que la révision de la Constitution Grévy.

Séance d'affaires aujourd'hui et, conséquemment, peu de monde.

Il faut en finir avec le budget pour s'en aller en vacances samedi. Excellente raison pour écouter davantage, s'il est possible, le débat sur les derniers articles du budget des recettes.

Ce n'est pourtant pas à M. Raudot que ce reproche peut s'adresser. Le voici à la tribune appuyant l'amendement de M. Bonnet dont vous connaissez la portée. Il s'agit de rayonner du budget des recettes une somme de 93,000,000 portée comme produit des droits sur les matières premières. Au fond tout le monde sait que cette somme ne figure que pour mémoire, l'impôt ne pouvant être perçu qu'après l'établissement des droits compensateurs, lesquels ne peuvent à leur tour être établis qu'à la suite des négociations avec les puissances étrangères.

Chacun sait à quel point s'en tenir là-dessus; mais M. Bonnet et après lui M. Raudot sont bien aises de saisir l'occasion pour quereller un tantinet le gouvernement et par ricochet la commission du budget.

Après M. Raudot, M. Tirard critique l'inscription au budget des 93,000,000.

M. Tirard a voté contre l'impôt sur les matières premières. Il est conséquent avec lui-même.

Le rapporteur du budget, M. Gouin, ne se fait pas non plus illusion sur ce qu'on touchera de ces 93 millions, mais puisque le budget est établi dans de telles conditions qu'il reste en équilibre sans ces ressources, il estime qu'on ne risque rien de les laisser figurer en recettes.

M. Germain ne croit pas que ce soit un bon système de comptabilité que celui adopté par la commission. Pas un financier n'en voudrait dans les écritures de ses propres affaires. Si l'on maintient l'inscription, il est certain que dès le premier mois de l'exercice il y aura à constater un déficit. Pourquoi s'exposer inutilement à cette éventualité désagréable?

M. Vitet fait une réponse dont je ne puis saisir le sens, puis, comme il y a demande de scrutin public, les urnes circulent recueillant les votes. Voici le résultat :

Pour l'amendement..... 153
Contre..... 461

Franchement, c'était bien la peine de batailler pendant deux jours. Donc, on n'en percevra pas un centime de plus; mais les 93,000,000 resteront portés en recettes.

Voici à la tribune M. des Rotours, l'infatigable M. des Rotours! Vient il aussi demander de rayonner quelques millions? Non. Ses prétentions sont plus modestes: c'est simplement à la chicorée qu'en veut le député du Nord.

L'impôt est mauvais, il ne rapporte rien. Il faut donc le supprimer.

C'est aussi l'avis de M. Testelin, d'accord, pour cette fois, avec son collègue du Nord.

Mais ce n'est point celui de M. Léon Say. Ah! l'impôt ne rapporte rien, vient dire M. le ministre des finances, eh bien, on lui fera rapporter; il suffit pour cela d'un bon petit décret qui est justement en préparation à l'heure actuelle et sera promulgué sous peu.

On vote; l'amendement des députés du Nord est repoussé.

Nous révoici aux postes. M. Wolowski demande que des cartes-poste soient mises à la disposition du public à l'franchissement réduit de 0.10 centimes pour la même ville et 0.15 centimes d'une ville à l'autre.

Il demande de plus que les envois d'argent ne paient que 1 p. c., au lieu de deux.

M. Rampont reconnaît que les recettes de son administration sont en baisse pour le mois de décembre. Il attribue ce résultat à la crise politique; ce qui fait murmurer la droite.

M. de Soubeyras a demandé la division des deux parties de l'amendement Wolowski.

On vote donc d'abord sur les « cartes-poste ». La première épreuve est adoptée. La seconde ne l'est pas, l'amendement est repoussé.

Personne ne s'en plaint! Décidément, l'Assemblée est aujourd'hui en veine de libéralité. Elle adopte également la seconde disposition.

Une observation de M. Laurent sur les fraudes auxquelles donnent lieu les droits sur le sucre amène à la tribune M. Villain, et après lui M. Pouyer-Quertier; les deux honorables députés font les plus grands efforts pour expliquer à leurs collègues une question peu connue. Les deux orateurs sont d'accord pour demander l'exercice des raffineries de sucre. Il y a d'ailleurs une loi en préparation qui donnera l'occasion de reprendre la discussion.

Au début de la séance, pendant que les députés gagnaient leurs places, en lisant leurs correspondances, M. de la Rochette s'est glissé à la tribune pour déclarer qu'il retirait son interpellation sur les troubles de Nantes, « la révocation du maire de cette ville ayant donné aux interpellations un commencement de satisfaction. »

Sa déclaration risquait de passer inaperçue, sans M. Brissot. Voici à la tribune le député de Paris. Il ne trouve pas correct le procédé de M. le ministre de l'intérieur qui accuse d'avoir déstitué un magistrat municipal, pour éviter l'interpellation. S'il s'agit du préfet, agent du ministre de l'intérieur, Brissot n'aurait pas dû se faire entendre, mais il s'agit d'un maire, désigné d'avance par le suffrage universel, c'est pourquoi l'orateur, au nom de l'extrême gauche, proteste énergiquement.

M. de Gaulard répond. « J'ai eu l'honneur, dit-il, d'inaugurer mon administration par une mesure d'ordre public et de justice administrative. »

La droite acclame cette déclaration du ministre. Celui-ci poursuit : « J'en accepte toute la responsabilité, mais il est bon qu'on sache que mon prédécesseur l'honorable M. Lefranc avait décidé cette révocation; le temps seul lui a manqué pour l'accomplir. »

Le ministre de l'intérieur continue avec applaudissements de la droite : « Oui, c'est précisément parce que les maires sont les élus du suffrage universel, qu'ils doivent maintenir l'ordre et faire respecter la loi. J'ai montré par un exemple nécessaire qu'ils ne pourront pas impunément s'écarter de cette règle! »

Ce ne sont pas seulement des braves, c'est une véritable ovation que le ministre reçoit de la droite en descendant de la tribune.

Cet incident doit la séance.

P. S. Paris, 7 heures. — Disette de nouvelles. Le centre gauche a tenu une réunion préparatoire pour la reconstruction de son bureau. Les 48 membres ayant voté samedi avec la majorité, veulent appeler M. Casimir Périer à la présidence de la réunion, mais on n'est pas d'accord sur les vice-présidents. On s'est ajourné à demain sans prendre de décision définitive.

Au centre droit, dans une séance tenue aujourd'hui, on a décidé que la réunion étudierait les diverses questions posées dans la commission des Trente. Paut-il voir dans cette décision un pas dans le sens de la conciliation ?

(Correspondance agricole de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 16 décembre.

L'administration des douanes vient de publier les résultats du mouvement commercial pendant les dix premiers mois de l'année courante. On y trouve que nos importations et nos exportations réunies donnent un total de 5,912 millions. C'est 861 millions de plus que pour la même période de 1868, et 807 millions de plus que pour la période semblable de 1869. D'un côté, si l'on compare le chiffre des importations à celui des exportations, on trouve que, pendant ces dix premiers mois, nous avons une différence de 142 millions au profit des exportations, tandis que cette différence, pour 1868, était de 487 millions au profit des importations. On voit par là qu'il ne reste absolument rien qui puisse nous faire regretter l'empire. De gloire militaire, ou de supériorité politique, il n'est plus permis d'en rien dire; mais on insinuerait encore par-ci par-là que la prospérité matérielle était bien quelque chose sous le régime impérial. Or, cette prospérité est aujourd'hui bien dépassée : notre mouvement commercial s'est accru de 48 p. c.; le train d'importer plus que nous n'exportons, c'est le contraire qui a lieu; enfin ces résultats supérieurs, nous les obtenons avec un territoire amoindri de deux millions d'habitants. Mais cette prospérité, développée de janvier à fin octobre sous l'influence de la sécurité que le gouvernement de M. Thiers inspirait aux intérêts des travailleurs de tout ordre, aura-t-elle continué dans les mêmes proportions pendant les mois de novembre et de décembre, c'est-à-dire depuis la rentrée à Versailles de cette majorité, dont on nous raconte les exploits quotidiens? Ces prétendus conservateurs auront-ils su conserver intacte cette magnifique renaissance de l'activité française? Voilà ce qu'il sera curieux de constater et ce que je m'empresse de vous faire connaître quand les documents officiels auront paru.

Les perturbations atmosphériques nous ménagent aussi de dures épreuves. L'eau ne cesse de tomber, les rivières et les fleuves d'étendre leur invasion. Sur un grand nombre de points inondés les meules plongent dans le flot. Ailleurs ce sont les silos renfermant

des produits agricoles, que le Louvre, avec ses faibles échantillons, ne peut nous faire assez connaître. Mais j'y pense à quel point! On se croirait en mesure avec Paul Potter? Je le crois aussi impossible à traduire que notre Claude le Lorrain; j'en échapperais l'un et l'autre à toute traduction, comme à toute restitution.

Ce non d'Paul Potter n'est pas une œuvre naturelle, mais une œuvre de votre école flamande, la hollandaise. On cherche encore vainement au Musée européen la *Ronde de nuit* de Rembrandt. Elle y viendrait sans doute quelque jour. Mais le grand tableau qui lui fait face, au musée d'Amsterdam, est déjà là pour l'attendre. C'est le *Repas des berges civiques* étant la glorieuse paix de M. Van der Meer. L'œuvre de longue haleine, la copie, par M. Colin Peet et fils, donne une juste idée de cette vaste réunion de portraits, non moins étonnante dans son ensemble que les *Noces de Cana*, de Paul Veronese. Mais la couleur générale, trop grise, trop pâle, en fait l'effet. Il faudrait sur cette toile un rayon du *Soleil de Java*, si cher aux Hollandais.

Par bonheur, nous n'avons rien à souhaiter pour la *Leçon d'anatomie*, de Rembrandt, honneur du Musée de la Haye. M. Bonnat, qui en a fait la copie, semble avoir dérobé à Rembrandt ses secrets. C'est une heureuse composition, qui relève un sujet vulgaire; c'est son puissant dessin, sans contours précis; c'est le jeu des visages, ces visages précis; c'est enfin ces personnages dont la taille est précisément désignée par son nom? Ne dit-on pas des « figures de Poussin? » Pourquoi n'avoir pas choisi de préférence l'une de ces vives et charmantes *Bacchantes* qui sont à Londres et à Madrid, que nous ne connaissons pas en France? C'est d'offrir une réponse au seul reproche que les esprits légers adressent à Poussin, « qu'il manque de grâce. » On eût prouvé de plus qu'il ne manque pas d'être gaieté, et qu'il sait être comique quand il lui plaît de ne pas rester sérieux. Mais enfin l'on aura sous les yeux cette preuve, que le même *Martyre de saint Erasme* se tient très-loin de l'Académie et du Louvre.

J'avais soin de vous dire qu'en attendant des accroissements divers que recevra, longtemps encore, le Musée Européen.

LOUIS VIARDOT.

les tubercules et les racines, dont la terre se détrempait et laisse leur contenu exposé à toutes sortes d'altérations. Ailleurs encore, ce sont des produits qui n'ont pu être enlevés à cause des charrois rendus impossibles par les mauvais chemins. Mêmes plaintes en Allemagne, en Autriche, en Russie. Toutes ces pertes sont alléguées sans doute; mais ne marquent-elles pas à quel point l'agriculture est peu préparée aux éventualités qui sortent de l'ordinaire? Si, prévoyant le pire comme cela doit toujours être, nous étions pas pris au dépourvu, les terres étaient assainies par le drainage, les chemins ordinaires d'exploitation remplacés par des chemins de fer portatifs, comme ceux de Corbin, ou par des chemins aériens comme ceux de Hodgson, et le système tubulaire employé pour le transport du jus de betteraves et des engrais liquides, appliqué avec tant de succès dans quelques domaines, était plus répandu, les risques de pertes seraient considérablement diminués quand surviendrait des saisons excessives comme celle-ci. On objecte les frais qu'entraînent ces installations; mais si les objections tombent en présence des résultats économiques obtenus en temps ordinaire, à plus forte raison ne peuvent-elles avoir grande valeur quand on s'expose aux pertes énormes que subissent tant de cultivateurs en ce moment.

Les efforts pour répandre l'instruction agricole, pour perfectionner les procédés de la culture et tirer le meilleur parti possible des produits ne sont pas le monopole de l'Europe; on les signale aussi à l'extrême australe du continent américain. La République argentine vient de fonder trois instituts agronomiques l'un dans la province de Mendoza, surnommé la *Lombardie argentine*, le second dans la province de Tucuman, presque en plein tropique, le troisième à Salta, dans les régions élevées, situées près de la frontière de Bolivie. L'une de ces écoles, la dernière, est seule pourvue de son directeur; pour les deux autres, le gouvernement argentin recrute en ce moment le personnel dont il a besoin. Pour Mendoza, on désire des professeurs très-experts dans le drainage et l'irrigation, dans la culture des prairies, de la vigne et du cotonnier, dans le vin, pour Tucuman, il faudrait des spécialistes au point de vue de la chimie agricole et industrielle, possédant à fond tout ce qui se rattache à la fabrication du sucre. Dans une lettre adressée à M. Drouyn de Lhuys, président de la Société des agriculteurs de France, M. Balcaro dit que c'est à l'Europe agricole que son gouvernement a recours pour la direction et le professorat de ces utiles instituts. C'est un honneur dont il faut le remercier; mais je ne doute pas que si, de Suisse ou de Belgique, il se présentait des personnes pourvues des capacités voulues, elles ne fussent également bien accueillies, et voilà pourquoi j'ai cru devoir entrer dans ces détails.

De la Nouvelle-Grenade, on annonce des tentatives semblables vers le progrès. La grande pensée du moment est d'achever la grande voie ferrée qui doit mettre Bogota en communication avec le Rio-Magdalena. Elle reliera entre elles plusieurs centres importants, tels que Caqueira, Velez, Oiba, Charala, Ziron, etc., traversera les vastes plaines de Santa-Fé, permettra d'aller dans le rapport avec elle en quatre jours, avec l'Europe en vingt-deux jours et de partager des produits si variés et si riches de ce sol dont la fertilité est estimée comme supérieure à la plupart des autres Etats de l'Amérique du Sud. Outre le café et le tabac excellents de qualité tous deux, on songe aussi à exporter le tagua, dont la noix donne une ivoire végétale fort recherchée dans l'industrie, des laines, des peaux et des écorces de quinquina. Seulement, au lieu de s'adresser à la civilisation française pour organiser son enseignement, la Nouvelle-Grenade semble préférer avoir recours à la civilisation prussienne. Son consul général à Berlin, don Eustacio Santamaría, vient de lui expédier une cargaison de professeurs dont la plupart sont destinés aux provinces de Santander et de Bolivar.

Le comte de Kergorlay vient de communiquer une note intéressante à la Société centrale d'agriculture sur l'emploi de divers engrais en couverture sur les récoltes de céréales. Divers engrais, tels que fumier de ferme, taillat, engrais chimique, phospho-guano, ont été répandus sur les froments d'hiver au commencement d'avril, au moment où cet agriculteur a l'habitude de les faire herser. Les expériences ont été renouvelées pendant cinq années consécutives. A chaque expérience, la valeur de l'engrais appliqué était uniformément de 100 fr. par hectare. Voici quels ont été les résultats :

Le fumier de ferme a donné un excédent de produit (paille et grain) évalué aux prix courants du moment à 149 fr., le taillat a donné 124 fr., l'engrais chimique, 167 fr., le phospho-guano, 252 fr. Pour déterminer les quantités obtenues ainsi en excès, on les a comparées à celles d'un lot de céréales, en même terre, mais n'ayant reçu aucune fumure. M. de Kergorlay conclut de ces essais qu'il faut recommander une pratique qui donne un bénéfice de 100 à 250 francs pour 100 du capital qu'elle exige, alors que ce bénéfice peut se réaliser dans l'espace de six à huit mois.

A Smithfield-Londres, l'exposition du bétail, malgré les restrictions dont nous avons parlé antérieurement, est un véritable succès. A ce propos, on rappelle qu'à la première exposition de ce genre, qui eut lieu en décembre 1799, la recette à l'entrée des visiteurs donna 49 livres sterling pendant les trois jours qu'elle dura. L'an dernier, on a eu 103,595 visiteurs, qui ont produit 5,479 livres sterling.

Cette année-ci, d'ailleurs des courtes-cornes parait avoir pû. Quand il s'est agi de choisir le vainqueur parmi les animaux mâles, quel que soit leur classe, les six juges chargés de prononcer en dernier appel se sont trouvés dans l'embarras. Ils avaient à décider entre un devon, superbe bête appartenant à M. Overman, un court-corn à sir W. Brooke, et un sans cornes écossais, à M. James Bruce. Désespérant de se mettre d'accord, et craignant sans doute de s'exposer au sort des jurys en matière criminelle qui ne peuvent se séparer avant d'avoir rendu leur

verdict, ces messieurs firent appel aux lumières de trois gentlemen commissaires, grâce auxquelles la difficulté fut levée. Après quelques minutes d'examen, la coupe fut adjugée à l'écossais, à la tête duquel on arbora immédiatement la rosette rouge et blanche, signe officiel de la plus haute récompense. Ce jugement ne parait pas, toutefois, avoir obtenu l'approbation publique, et il ne manque pas de personnes pour dire que c'est le devoir de M. Overman qui était le plus méritant.

A propos de bétail, il convient de mentionner une innovation heureuse adoptée par un boucher de New-York. Lorsqu'il veut choisir une bête à abattre au milieu du troupeau, il ne la fait pas poursuivre par des hommes vociférants, aidés de chiens aboyants, comme cela s'est vu trop souvent chez nous, ce qui amène des accidents fréquents; il se contente de la faire prendre au lasso par deux vaqueros mexicains qu'il a engagés à cet effet. On sait avec quelle adresse ces hommes savent manier ce noué coulant qu'ils lancent, sans jamais manquer le but, aux cornes ou au cou des animaux qu'il s'agit d'extraire d'un enclos au milieu de leurs congénères sans trouble pour ces derniers ni dangers pour les gardiens. A l'abattoir, au lieu de faire assommer la bête à la masse, il rassemble ses animaux dans un parc dont les murs sont surmontés d'une planche formant pont. Sur cette planche, le garçon boucher circule, choisit le sujet destiné au sacrifice, et le frappe au défaut de la nuque d'une lance pesante qui tranche

Ayuntamiento de Madrid